



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Achat d'un cryostat pour travaux pratiques Hall
quantique, pour Grenoble INP – Phelma.**

Institut polytechnique de Grenoble
DAFA / Service Achats
46 avenue Félix Viallet
38031 GRENOBLE CEDEX 1

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Achat d'un cryostat pour travaux pratiques Hall quantique, pour le Laboratoire Grenoble INP – Phelma.
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Durée et délais d'exécution	6
3.1 – Durée du marché	6
3.2 - Délais d'exécution.....	6
3.3 - Prolongation des délais.....	6
4 - Prix.....	6
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
4.2 - Modalités de variation des prix	7
4.2.1 – Matériel.....	7
4.2.2 - Prestations de maintenance.....	7
4.2 - Modalités de variation des prix	7
5 - Garanties Financières	8
6 - Avance.....	8
6.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
6.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
7 - Modalités de règlement des comptes.....	8
7.1 – Echancier de paiement	8
7.2 - Dispositions applicables en matière de facturation électronique.....	9
7.3 - Délai global de paiement	10
7.4 - Paiement des cotraitants	10
7.5 - Paiement des cotraitants	10
8 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
8.1 –Adresse de livraison	10
8.2 – Notification par le biais du profil d'acheteur	11
8.3 – Stockage, emballage et transport	11
8.4 – Conditions de livraison	11
8.5 – Installation et mise en service	11
8.6 – Formation.....	11
8.7 – Obligations complémentaires du titulaire	11
9 - Développement durable.....	13
10 - Constatation de l'exécution des prestations	13
10.1 - Vérifications simples	13
10.3 - Décision après vérification	13
10.4 – Constatation de l'exécution des prestations des PSE spécifiquement	13
11 - Garantie des prestations.....	13
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
13 - Pénalités.....	14
13.1 - Pénalités de retard.....	14
13.2 - Pénalités pour travail dissimulé.....	14
13.3 – Autres pénalités spécifiques.....	14
14 - Assurances	14
15 - Modification du contrat	15
15.1 - Cession du marché.....	15
15.2 - Evolution réglementaires	15
15.3 - Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles	15
16 - Résiliation du contrat.....	15

16.1 - Conditions de résiliation.....	15
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	16
17 - Règlement des litiges et langues.....	16
18 - Dérogations.....	16
19 - Annexe RGPD	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Achat d'un cryostat pour travaux pratiques Hall quantique, pour Grenoble INP – Phelma.

Le périmètre est le suivant :

Code	Libelle	Description
Offre de base	Achat d'un cryostat	Achat d'un cryostat pour travaux pratiques Hall quantique, pour Grenoble INP – Phelma.
PSE 1	Extension de garantie	Extension de garantie de 12 mois en supplément des 12 mois obligatoires
PSE 2	Maintenance du compresseur	Maintenance ponctuelle du compresseur, à réaliser une fois après environ 30 000 heures de fonctionnement. Le soumissionnaire indiquera dans son cadre de réponse financier le prix forfaitaire unique de cette intervention.
PSE 3	Maintenance de la tête froide	Maintenance ponctuelle de la tête froide, à réaliser une fois après environ 20 000 heures de fonctionnement. L'opération comprend les interventions prévues par le fabricant. Le soumissionnaire indiquera dans son cadre de réponse financier le prix forfaitaire unique de cette intervention.

Lieu(x) d'exécution :

L'instrument sera livré sur le site grenoblois de Grenoble INP - Phelma Minatec, à l'adresse suivante :

Grenoble INP - Phelma Minatec

3 Parvis Louis Néel - CS 50257

38016 Grenoble Cedex 1

Lieu de dépôt : Accueil du bâtiment PHELMA – Grenoble INP

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et son annexe 1 : cadre de réponse financier ;
- Le présent cahier des clauses administrative particulières (CCAP) et son annexe RGPD ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) version française ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services - arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse technique et environnemental du titulaire et ses éventuelles annexes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toutes clauses de l'offre du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui sont contraires aux dispositions prévues dans le cadre du marché sont réputées non écrites.

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 – Durée du marché

Le marché débute à compter de sa notification, soit à la date d'accusé de réception des pièces contractuelles par le titulaire. Sa durée est fixée à 6 ans à compter de cette notification, cette durée étant nécessaire pour que l'équipement atteigne le temps de fonctionnement suffisant pour permettre, le cas échéant, de commander les prestations supplémentaires de maintenance prévues après environ 20 000 heures (tête froide) et 30 000 heures (compresseur).

3.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont les suivants :

Prestations	Délai maximum d'exécution	Intervenants
Délai maximal de livraison souhaitée	10 mois à compter de la notification du marché	Titulaire du marché
Installation, mise en service	Au plus tard 15 jours (hors fermeture des bâtiments) à compter de la livraison (<i>en accord avec les disponibilités des utilisateurs</i>)	Titulaire du marché
Formation	Au plus tard 15 jours après l'installation et la mise en service (hors fermeture des bâtiments)	Titulaire du marché
Vérifications	Les vérifications approfondies seront effectuées dans un délai maximum de 15 jours à compter de la fin de la formation.	Grenoble INP
Admission	A l'issue des opérations de vérifications	Grenoble INP
Garantie	12 mois minimum à compter de l'admission	Titulaire du marché

3.3 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, une prolongation des délais d'exécution peut également être accordée au titulaire pour une cause ne relevant pas de sa responsabilité et qui fait obstacle à l'exécution du marché dans les délais initialement fixés.

Pour bénéficier d'une prolongation, le titulaire doit signaler à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels prévus et indique la durée de la prolongation souhaitée. Toute demande doit parvenir à l'acheteur à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues et en tout état de cause **avant la date d'exécution initialement prévue**.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées sur la base du prix global et forfaitaire de l'offre de base (fourniture du cryostat) et des prix forfaitaires correspondant aux prestations supplémentaires éventuelles (PSE), tels que définis dans le cadre de réponse financier et repris à l'acte d'engagement.

4.2 - Modalités de variation des prix

4.2.1 – Matériel

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres appelé "mois zéro".

Les prix sont fermes actualisables : si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la date de fixation des prix, ils sont actualisés selon la formule suivante :

$P = P_o (I-3 / I_o)$ dans laquelle :

P = prix actualisé ;

P_o = prix fixé dans l'offre du titulaire.

I_o = valeur de l'indice de prix en vigueur au mois d'établissement des prix I-3 = valeur de l'indice de prix trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

L'indice de référence, publié sur le site Internet de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr> est le suivant : Identifiant 010764996 - Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 26.51 – Instruments et appareils de mesure, d'essai et de navigation.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'indice correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

4.2.2 - Prestations de maintenance

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres appelé "mois zéro".

Les prix sont révisables annuellement à compter de la date anniversaire de la notification du marché par application de la formule suivante :

$P = (P_o \times I_n / I_o)$ dans laquelle :

P : prix révisé hors taxes ;

P_o : prix hors taxes indiqué dans l'accord-cadre, au mois zéro ;

I_n : valeur de l'indice lue au moment du calcul de la révision ;

I_o : valeur de l'indice au mois zéro.

L'indice de référence, est l'indice SYNTEC publié sur le site Internet <https://www.syntec.fr>.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, la révision définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'indice correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

En cas de disparition des indices décrits ci-dessus, le titulaire et l'acheteur conviendront ensemble des nouveaux indices de référence à utiliser.

4.2 - Modalités de variation des prix

En cas de disparition des indices décrits ci-dessus, le titulaire et l'acheteur conviendront ensemble des nouveaux indices de référence à utiliser.

Arrondis (pour tous les prix)

Après application des formules, les prix actualisés et révisés sont arrondis, par excès ou par défaut, à la deuxième décimale :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale reste inchangée (arrondie par défaut).

- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Transmission des prix révisés :

Le prestataire est tenu de transmettre les prix révisés au pouvoir adjudicateur au moins 60 jours soit 2 mois avant la date anniversaire de la notification du marché, accompagnés du coefficient de révision appliqué et des valeurs des indices retenus pour le calcul.

Le titulaire transmettra sa demande de révision des prix par voie dématérialisée sur PLACE et par e-mail à marches@grenoble-inp.fr

Les prix révisés sont validés par l'Acheteur ou rejetés de manière motivées par ce dernier. En ce dernier cas, le Titulaire doit régulariser et retransmettre les prix révisés ou apporter tout complément d'information justifiant ses calculs. Si le pouvoir adjudicateur n'émet aucune observation dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception des prix révisés, ces derniers sont considérés comme acceptés.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Aux fins du calcul du montant de l'avance prévu à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, la durée du marché s'entend comme ne prenant pas en compte la durée de la garantie.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le versement de l'avance ne nécessite pas l'émission d'une facture par le titulaire

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de solde, et s'effectue dès la première demande de paiement.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 – Echancier de paiement

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

	Paiement (%)	Point de déclenchement	Délai	Documents exigés
Acompte	60%	Livraison du matériel	10 mois maximum	Bon de livraison
Solde	40%	Admission du matériel	15 jours maximum à compter de la fin de la formation.	Procès-verbal d'admission daté et signé

. Prestations supplémentaires éventuelles :

PSE 1 – Extension de garantie : le paiement est effectué en une seule fois à la commande, sur présentation d'une facture correspondant à la durée de l'extension prévue dans le bon de commande.

PSE 2 et PSE 3 – Maintenance du compresseur et de la tête froide : le paiement est effectué après réalisation effective de la prestation, sur présentation d'une facture accompagnée du rapport d'intervention.

7.2 - Dispositions applicables en matière de facturation électronique

Conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu, en application du Code de la commande publique, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique, il les transmet selon les modalités énoncées ci-dessous.

Les demandes de paiement doivent parvenir par voie électronique via Chorus pro <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ; s'agissant de Grenoble INP – UGA, le numéro de SIRET qui identifie l'établissement comme le destinataire de la facture est le : **193 819 125 00017**

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° Le numéro de bon de commande financier issu du logiciel financier : 10 chiffres commençant par **45XXXXXXXX** ; dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement : **FACTURES1_AVEC_ENGAG** ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations réalisées ;

8° Le prix unitaire HT des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total HT et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du Code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail public de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 30 jours.

Ce délai court à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'admission des prestations dans le cas où la date de réception de la demande de paiement est antérieure à cette date d'admission.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des cotraitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée .

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

8.1 –Adresse de livraison

L'instrument sera livré sur le site grenoblois de Grenoble INP - Phelma Minattec, à l'adresse suivante :

Grenoble INP - Phelma Minattec

3 Parvis Louis Néel - CS 50257

8.2 – Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Par complément à 3.1.2 du CCAG-FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur ou par voie électronique, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou de la date d'envoi du courriel à l'issue de ce délai.

8.3 – Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

8.4 – Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectue dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Le nom et les coordonnées du responsable technique seront communiqués au titulaire lors de la notification du marché.

L'article 4 du CCTP détaille les modalités de livraison.

8.5 – Installation et mise en service

L'article 5 du CCTP détaille les modalités de l'installation et de la mise en service.

8.6 – Formation

Le titulaire assure la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations. La formation des utilisateurs est incluse dans l'offre et se fait sur site ou à distance (cf. article 8 du CCTP)

8.7 – Obligations complémentaires du titulaire

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations. Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne la ou les personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché, conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Si des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire surviennent en cours de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de le notifier sans délai à l'acheteur conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS.

Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint, à un

devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

Obligation d'information

Il appartient au titulaire de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'acheteur pendant toute la durée de l'exécution du marché afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

Ligne téléphonique non surtaxée

Le titulaire s'engage à délivrer un numéro de téléphone non surtaxé permettant à l'acheteur de le joindre durant toute la durée du marché.

Obligation de confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Obligations de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5 du CCAG-FCS.

➤ Intervention d'une entreprise extérieure

Suivant la durée et le risque lié à l'intervention d'une entreprise extérieure (titulaire ou sous-traitant) dans les locaux de l'acheteur, un plan de prévention ou un protocole de sécurité, allégé ou complet, est requis.

L'acheteur se met en relation avec le titulaire et ses éventuels sous-traitants, à la notification du marché ou de l'accord-cadre, pour la rédaction du document requis.

Aucune intervention ne peut être réalisée avant la validation du plan de prévention ou du protocole de sécurité par les deux parties.

Durant la durée totale du marché ou de l'accord-cadre, le plan de prévention est mis à jour tous les ans ou dès qu'il y a changement des intervenants (pour le titulaire et ses éventuels sous-traitants) ou changement d'activité (pour l'acheteur).

➤ Travailleur isolé

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants mettent en place une organisation du travail permettant de respecter la réglementation en vigueur concernant la situation de travailleur isolé.

➤ Obligation d'information

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants transmettent aux intervenants dans les locaux de l'acheteur les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement qui lui ont été communiquées par le représentant de Grenoble INP – UGA.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire informe sans délai le représentant de Grenoble INP - UGA de toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité de ses agents et de tout autre personne (étudiants, enseignants, chercheurs, personnel administratif, visiteurs etc.).

Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Obligation du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économique et/ou de sous- traitance

Les obligations du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous- traitance sont définies aux articles 3.5 et 3.6 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance, le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission à l'ensemble des obligations énoncées au présent article 6.2. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Il reste responsable du respect de ces obligations.

9 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable (cf. article 12 du CCTP et engagements présentés par le titulaire dans son cadre de réponse technique et développement durable.).

10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications simples

L'acheteur effectue au moment même de la livraison, les opérations de vérification qualitatives et quantitatives simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire. Des vérifications approfondies sont effectuées dans un délai de 15 jours mois à compter de la fin de la formation, hors périodes de fermeture des locaux. Les modalités de vérifications sont précisées aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

10.3 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

10.4 – Constatation de l'exécution des prestations des PSE spécifiquement

La constatation de l'exécution des prestations exécutées par bon de commande se fait conformément au CCAG-FCS.

11 - Garantie des prestations

Les modalités de cette garantie sont prévues à l'article 9 du CCTP dans le cadre de réponse technique et développement durable renseigné par le titulaire qui ont valeur contractuelle.

Les modalités de garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Le chapitre 6 du CCAG-FCS s'applique.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

13.2 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne peut toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 – Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour violation des obligations de sécurité	Forfaitaire	0,50 %	En cas de non-respect des règles de sécurité, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.
Pénalité relative à la sous-traitance	Journalière	1,00 %	Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, en cas d'absence de communication du contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants, dans un délai de 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1% du montant HT du marché, éventuellement modifiés, ou, à défaut, du montant HT du bon de commande concerné.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement

d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Modification du contrat

15.1 - Cession du marché

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie du marché (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur.

La demande doit être adressée à l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr.

De convention expresse, le changement de contrôle du titulaire est assimilé à une cession, et emporte les mêmes obligations et conséquences.

Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr.

Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

15.2 - Evolution réglementaires

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, une modification des prestations s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte. En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix. Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

15.3 - Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG - FCS
- L'article 8.7 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - FCS
- L'article 3.2 du CCAP déroge aux articles 30.1 et 30.2 du CCAG - FCS
- L'article 3.3 du CCAP déroge à l'article 13.3 du CCAG – FCS
- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 11.2.4 du CCAG – FCS
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - FCS
- L'article 13.3 du CCAP déroge à l'article 3.6.3 du CCAG – FCS

ANNEXE RELATIVE A L'APPLICATION DU REGLEMENT EUROPEEN SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET A L'OBLIGATION DE SECURISATION DES DONNEES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « le règlement européen sur la protection des données »).

Responsable de traitement

Nom et fonction : Vivien Quéma, administrateur général de Grenoble INP-UGA

Adresse : 46 avenue Félix Viallet 38031 Grenoble Cedex 1 – France

Coordonnées de la personne de contact pour le présent article RGPD : DPO@grenoble-inp.fr

Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour assurer la sous-traitance d'un service en lien avec la fourniture suivante : **Achat d'un cryostat pour travaux pratiques Hall quantique, pour le Laboratoire Grenoble INP – Phelma.**

Les opérations réalisées sur les données sont la collecte, la consultation, la modification, l'import/export, les copies temporaires, la sauvegarde, la restauration, la récupération et autres usages liés aux obligations de reporting au profit de l'Institut polytechnique de Grenoble

La finalité du traitement est la fourniture et les prestations associées à Achat d'un cryostat pour travaux pratiques Hall quantique, pour le Laboratoire Grenoble INP – Phelma.

Pour l'exécution de la prestation, objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les coordonnées professionnelles des intervenants de l'Institut polytechnique de Grenoble.

Durée du contrat

La durée du contrat est indiquée à l'article 3 du cahier des clauses particulières (CCAP) du marché.

Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Le sous-traitant s'engage à traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet de la sous-traitance et à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché ;

- mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés ;
- mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données ;
- restituer l'intégralité des données exigées par l'Institut polytechnique de Grenoble puis détruire l'ensemble des données de l'Institut polytechnique de Grenoble détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché ;
- mettre à la disposition de l'Institut polytechnique de Grenoble les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par l'Institut polytechnique de Grenoble.